

Pays : Espagne

Commission : Sommet sur la coopération entre l'Espagne et l'Afrique de l'Ouest

Problématique : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

Le Royaume d'Espagne se trouve au sud-ouest de l'Europe, bordé par la mer Méditerranée et limitrophe du Portugal et de la France. Le pays a rejoint l'Union européenne depuis 1986 et est une monarchie parlementaire où règne Felipe VI et est dirigée par Pedro Sánchez. Membre du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), il est à la tête d'une coalition de centre-gauche avec Sumar. L'Espagne défend un multilatéralisme actif, fondé sur le respect du droit international et la solidarité entre les peuples.

L'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne entretiennent des liens étroits, fondés sur une histoire coloniale, des relations économiques et sécuritaires. Des organisations régionales ouest-africaines comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) jouent un rôle central dans la recherche d'une certaine stabilité et dans l'intégration régionale.

Cependant, l'instabilité politique s'aggrave, le terrorisme dans le Sahel déstabilise les États et les migrations deviennent préoccupantes et la concurrence géopolitique s'accroît en Afrique de l'Ouest. Comment reconstruire une coopération crédible, efficace et équilibrée entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines face aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques actuels ?

Et cette relation doit-elle s'ancrer dans une logique sécuritaire et migratoire, ou dans une stratégie plus large de développement économique durable des régions ouest-africaines visant à traiter les causes profondes de l'instabilité ? Mais, comment bâtir des échanges qui respectent à la fois la souveraineté des États africains et conviennent aux intérêts stratégiques européens et aux valeurs démocratiques ?

Les relations entre l'Espagne et l'Afrique de l'Ouest présentent de nombreux enjeux. D'abord, l'instabilité politique accrue après les coups d'État au Mali, au Niger ou encore au Burkina Faso et aux élections contestées comme au Nigéria et au Sénégal compliquent les relations diplomatiques et les échanges commerciaux. L'Afrique de l'Ouest représente pourtant un partenaire stratégique avec des investissements dans les infrastructures, d'énergie renouvelable et de coopération halieutique. Cette instabilité persistante compromet les perspectives de prospérité partagée. L'Espagne importe par exemple du gaz, du pétrole et des produits de pêche. Il est donc crucial de sécuriser les approvisionnements énergétiques. De plus, la sécurité reste fragile à cause du terrorisme présent au Sahel, ce qui provoque de nombreuses migrations qui pourraient augmenter à cause de la pauvreté, des conflits et du réchauffement climatique. La sécurité intérieure de l'Espagne est ainsi directement menacée, de par sa proximité avec les Îles Canaries qui constituent l'une des principales portes d'entrée vers l'Europe. À cela s'ajoute la perte d'influence de l'Espagne et de toute l'Union européenne en Afrique de l'Ouest, liée à l'émergence de nouveaux acteurs comme la Russie, la Chine ou encore la Turquie depuis 2000 intéressés par l'accès aux ressources naturelles et aux infrastructures. Les missions européennes comme EUTM Mali dont l'Espagne fait partie ont été expulsées, réduisant la capacité de l'Union européenne à agir directement. Enfin, le manque d'harmonie entre la CEDEAO et l'UEMOA et la contestation de la CEDEAO par plusieurs pays fragilisent la cohésion régionale, engendrent une méfiance supplémentaire vis-à-vis de l'UE et réduit la possibilité d'actions efficaces pour l'Espagne.

Sur les enjeux sécuritaires et migratoires, L'Espagne a signé de nombreux accords de réadmission avec notamment le Sénégal en 2006, mais aussi avec la Mauritanie, le Mali, la Guinée ou encore la Côte d'Ivoire et soutient l'agence européenne Frontex avec qui elle coopère notamment

en Atlantique vers les Canaries. L'Espagne soutient le renforcement des capacités locales à travers les instruments de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et participe aussi à des missions européennes de formation telles que l'EUTM pour sécuriser les territoires et stopper l'expansion du terrorisme. L'expérience acquise dans le cadre de missions européennes de formation et de coopération maritime démontre que la stabilisation ne peut être durable sans appropriation locale. L'objectif n'est pas la substitution, mais l'accompagnement.

En second lieu, sur le plan économique, notre pays appuie la mise en œuvre de l'initiative européenne Global Gateway, visant à mobiliser des investissements massifs dans les infrastructures durables, le numérique, l'énergie verte et les transports. Le soutien aux projets régionaux portés par la CEDEAO et l'UEMOA doit favoriser l'intégration économique intra-africaine et la création d'emplois pour la jeunesse à travers l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID).

Plus largement, l'Espagne soutient une collaboration multilatérale comme le montre sa participation aux accords de Cotonou en 2000 et aux accords de Rabat en 2006 et de Khartoum en 2014, cadres structurants du dialogue euro-africain sur les migrations.

Pour faire face aux défis contemporains, l'Espagne a besoin de trouver de nouvelles solutions. Elle peut participer à la création d'un mécanisme permanent de dialogue UE-CEDEAO sur la sécurité maritime dans l'Atlantique et d'un "Fonds euro-ouest-africain pour l'innovation jeunesse" pour investir dans des projets technologiques, startups et initiatives locales portées par la jeunesse africaine, afin de répondre aux causes profondes des migrations. L'Espagne continuera de soutenir l'ARAA pour réduire la dépendance extérieure. Notre pays veut également faciliter l'intégration légale des jeunes ouest-africains en Europe par des bourses culturelles, stages professionnels et échanges universitaires avec des programmes linguistiques et de formation professionnelle ciblés, pour réduire les migrations irrégulières et renforcer le «soft power». Enfin, l'Espagne pourrait être à l'initiative d'une "Chaîne logistique verte euro-africaine", soit une coopération sur l'énergie renouvelable et le transport durable pour les projets d'infrastructures financés par l'UE. L'Espagne peut alors proposer un programme pilote de ports et routes alimentés par énergies solaires ou éoliennes, en partenariat avec l'UEMOA.

Ainsi, le Royaume d'Espagne, europhile, réaffirme que l'équilibre politique et la prospérité de l'Afrique de l'Ouest et de l'Europe sont indissociables et est convaincu qu'une coopération renouvelée constitue la condition d'une sécurité collective renforcée et d'un développement durable bénéfique aux deux continents.